

ARC
7/01/08

REPONSE A LA CONSULTATION ARCEP SUR LES MODALITES D'ACCES AUX BOITES AUX LETTRES DES IMMEUBLES PROTEGES

En préambule il est important de rappeler qu'il existe trois situations :
Celle des immeubles déjà équipés en système de sécurité autre que le système de marque VIGIK
Celle des immeubles équipés du système VIGIK
Celle des immeubles en construction ou qui vont installer des système de fermeture

Il est aussi à noter que les porteurs de presse et autre distributeurs ne veulent en aucun cas financer quoique ce soit et que les copropriétés n'ont pas à subir les frais liés à cette ouverture.

Question N°1 : on ne peut d'un côté ouvrir à tous vents les entrées d'immeubles et de l'autre encourager la fermeture des immeubles pour la prévention de la délinquance
Plus on multipliera le nombre de personnes ayant accès plus il y aura de problème

Question N°2 : il ne faut pas tout mélanger quand les services de secours se rendent dans un immeuble ils sont appelés par quelqu'un qui se charge de l'ouverture, de même les ascensoristes et souvent L'EDF ont leur propre système
Les codes natifs lorsque l'immeuble est équipé du système VIGIK doivent être décidés par la copropriété ou l'organisme de gestion des immeubles

Question N°3 : Compte tenu de la diversité des systèmes de fermeture existants seul le système D permettra aux distributeurs d'exercer leur activité.

Question N°4 : les codes natifs s'appliquent à VIGIK donc à une petite partie des logements (voir point 2)

Question N°5 : les copropriétés doivent en décider lorsque le système est installé à condition que ceci n'entraîne pas de frais.

Question N°6 : l'accès immédiat sans coût s'appelle "opération portes ouvertes"

Question N°7 : Ce n'est pas aux opérateurs postaux de décider si des filiales peuvent utiliser le même code encore une fois la multiplication des accès donnés réduira à néant la sécurité des immeubles

Question N°8 : le système VIGIK ne peut continuer sur ce schéma (droit de veto, règles de majorité au profit de la poste etc...

Il devrait y avoir une indépendance totale

Question N°9 c'est un faux problème et un amalgame de toutes les professions ayant éventuellement à entrer dans les immeubles. Ce n'est pas ainsi que la situation va pouvoir évoluer au contraire (voir N°2)

Question N°10/11 : nous ne croyons pas à ces référentiels bien sur le papier et totalement obsolètes en quelques jours.

A la lecture de ce document, avec toutes les professions envisagées pour l'entrée quasi automatique dans les immeubles on se pose la question suivante ;

Qui ne pourra pas entrer ? dans ce cas il faut se creuser la tête pour trouver la réponse

Ce n'est qu'en limitant le nombre que l'on pourra avancer, en considérant les cas énoncés en préambule et en ne reportant pas tous les frais sur les copropriétés.

En conclusion :

1) l'ARC refuse que l'ouverture à la concurrence se traduise par une « ouverture incontrôlable des copropriétés, celles-ci devant rester maîtresses des autorisations, si elles estiment la sécurité des biens et des personnes compromises.

2) Refuse plus particulièrement que la réglementation prévoit que l'ouverture à la concurrence se fasse aux frais des copropriétés, ces frais devant être supportés par les bénéficiaires de cette « ouverture »

3) Affirme que les autres professionnels qui doivent pouvoir pénétrer dans les copropriétés pour raison de sécurité ou de santé ont actuellement à leur disposition les moyens nécessaires via les instances de la copropriété ou les copropriétaires (médecin ; services d'urgence ; ascensoristes etc)

4) Refuse que les soit-disantes difficultés de ces professionnels à pénétrer dans les copropriétés, deviennent l'alibi d'un contournement inadmissible du droit de protéger l'accès au domaine privatif (cad. Non public), contournement destiné au final uniquement à permettre l'accès des copropriétés à tous les « livreurs » de plis paquets, journaux